

# RESTITUTION

## Grand Débat Français de l'étranger - Mexico

**Date** : Dimanche 24 février 2019 de 17H15 à 19h30

**Lieu** : Casa de Francia - Institut Français d'Amérique Latine (Mexico)

**Nombre de participants** : 35

**Thèmes abordés** : Fiscalité, Services Publics, Démocratie, Environnement

**Animation** : Collaborateurs de Paula Forteza (Marianne Billard, Marion Dos Reis Silva, Mauricio Mejia)

**Élus présents** : Geneviève Suberville et Gérard Signoret (conseillers consulaires Mexique)

### Introduction - en plénière :

Présentation par l'équipe de la députée Paula Forteza, des enjeux et du contexte du Grand Débat National. Rappel du but de la rencontre : intégrer la participation des Français de l'étranger à la démarche participative nationale et faire émerger des solutions pour contribuer au Grand Débat.

Les participants ont été divisés en deux groupes pour faciliter les échanges et répartis dans des salles plus adaptées à ce type d'exercice. Pendant 1h30, les deux groupes ont débattu les 4 thématiques.

### Débat entre participants - en sous-groupes :

Groupe 1: modération Mauricio Mejia avec 13 participants

#### ● **Fiscalité - défis et solutions :**

- Aujourd'hui nous avons en France des impôts injustes :
  - L'imposition du droit de succession est injuste et très élevée. Le patrimoine immobilier est le fruit du travail de toute une vie et est une double imposition car l'achat du bien et le capital pour l'acheter sont déjà imposés par ailleurs.
  - La taxe d'habitation pour les étudiants est injuste du fait de leur manque de revenus mais aussi de l'obligation de déménager en dehors de la maison familiale pour étudier.
- Il y a un manque d'information, de transparence et de pédagogie de la part du Gouvernement par rapport à l'utilisation des recettes fiscales (impôts, contributions sociales, taxes) et donc une incompréhension des citoyens sur leur participation financière aux recettes de l'Etat.
  - Pour sortir du débat binaire "plus d'impôts / moins d'impôts" il faudrait plutôt réfléchir à un indicateur d'efficacité de la fiscalité française. Pour cela, le travail fait par des économistes comme Arthur Laffer peut servir d'inspiration (cf : [courbe de Laffer](#))
  - Plus de transparence et meilleure information sur les recettes et les dépenses de l'État

- Nous avons en France aujourd'hui un décalage entre le consentement à l'impôt et le niveau de satisfaction des services publics financés par les recettes fiscales.
  - Remettre à plat les recettes fiscales pour simplifier, harmoniser et revoir leur utilité.
  - Inclure les citoyens dans les choix politiques en lien avec les dépenses des recettes fiscales.
  - Réfléchir à l'universalité de l'impôt (même symbolique) sur le revenu pour responsabiliser tous les citoyens.
- La redistribution des richesses n'est ni juste ni équitable en France, ce qui devient visible dans les inégalités entre les zones urbaines et rurales.
- La dette publique ne cesse d'augmenter, ce qui va peser sur les prochaines générations.
  - Il faut réduire la dépense publique
- Les entreprises sont source de richesse dans un pays : création d'emploi, innovation, attractivité... Mais la fiscalité et les charges, aujourd'hui très élevées, pèsent sur leur développement.
  - *"il faut arrêter de taper sur les entreprises et les aider à embaucher plus"* donc moins de charges et une fiscalité plus adaptée  
Ex : Allemagne et Etats Unis

#### ● L'organisation de l'Etat et des services publics - défis et solutions :

- En général, en France nous avons un mille-feuille administratif (fonctionnaires, élus départementaux/régionaux, etc.) qui représente une dépense importante dans le budget de l'État (chiffres à vérifier). Ceci pose la question de l'efficacité de l'administration centrale.
  - Mettre à plat les différents niveau d'élus pour en finir avec les doublons et donc l'inefficacité de l'administration.  
Exemple : A La Réunion, il y a la présence d'un Conseil départemental ET d'un Conseil régional pose question.
- Les élus sont financés par les recettes fiscales et donc par la participation des citoyens au budget de l'État mais il n'y a pas d'information sur l'efficacité et le "retour sur investissement" du travail des élus.
  - Avoir plus de transparence sur les coûts des différents élus
  - Mettre en place plus de redevabilité envers les citoyens qui financent leur fonctionnement : Système d'évaluation ou indice de performance pour mesurer les résultats et l'efficacité des élus.
- Le détournement et la fraude aux aides sociales représentent une dépense importante dans le budget de l'Etat.
  - Afin d'en finir avec cette pratique, il faut plus de contrôles mais aussi plus de sanctions pour décourager la fraude aux aides sociales.
    - une participante a proposé la mise en place de sanctions sévères comme la radiation un an ou plus de ces aides pour décourager la fraude.
  - Utiliser des technologies comme la blockchain pour une transparence accrue et un meilleur contrôle des bénéficiaires des aides sociales

- L'accueil des migrants représente aussi une charge financière pour l'Etat : *“L’immigration est un sujet extrêmement sensible. Cependant aujourd’hui dans la situation où se trouve la France il est nécessaire d’imposer des limites”* , *“les droits sociaux se méritent”*.
  - Ne pas avoir des droits à des aides sociales “de facto” mais suite à une participation à la création de richesse nationale (travail, imposition...). *“Les droits sociaux se méritent et ne sont pas acquis d’avance”*.
- La dématérialisation est une bonne nouvelle car elle permet la réduction de la dépense publique sur des services qui ne méritent pas un suivi particulier d’un agent mais il faut faire attention à ses limites. Il faut *“garder l’humain où il y a de la valeur ajouté”* et diminuer l’impact de la dématérialisation sur le chômage suite à la diminution des agents et fonctionnaires.
  - Investir et prévoir la reconversion professionnelle des fonctionnaires et agents de l’Etat
  - Créer un guichet unique sur les services dématérialisés pour les Français de l’étranger
- Il a une urgence à faciliter l’envoi des certificats de vie aux caisses de retraites. Aujourd’hui des centaines de retraités se retrouvent sans allocations pendant des mois à cause du système compliqué, lent et injuste des certificats de vie.
  - Dématérialiser leur envoi et/ou certifier des tiers de confiance (consul, banque, élus...)
- Les Français de l’étranger participent aux recettes fiscales de l’Etat mais ne reçoivent pas les mêmes services publics que les Français en métropole (sécurité sociale, éducation nationale...)
  - Remettre à plat la fiscalité des Français de l’étranger
  - Assurer les services publics à l’étranger (accès simplifié aux bourses, caisse des français de l’étranger)

## ● Démocratie et Citoyenneté - défis et solutions :

- Le type de vote actuel ne permet pas la prise en compte d’opinions intermédiaires ni de la complexité de notre pensée. Le vote binaire est simpliste et polarisant.
  - Il faudrait commencer à expérimenter des systèmes de vote non-binaires qui permettent de sortir du oui/non
- Le mouvement des Gilets jaunes remet en questions notre système démocratique, il faut l’adapter aux nouveaux besoins de la société. Une plus grande participation des citoyens à la prise de décision fait l’unanimité du groupe.
  - Mis en place de référendums sur des questions de société mais débat sur les limites de ces exercices démocratiques pour ne pas remettre en cause des acquis sociaux (avortement, mariage homosexuel, abolition peine de mort)

- Mettre en place des référendums à échelle locale (ex: Suisse ou Etats Unis)
- Accorder un droit de pétition (ex : comme aux Etats-Unis)
- Introduire une dose de proportionnelle aux élections législatives
- Il faut prendre en compte totalement le vote blanc (comme tout autre vote). Il y aura annulation du scrutin si le vote blanc dépasse un certain taux à fixer. Il a été évoqué: aux alentours de 30%
- Obliger le vote (comme au Brésil et autres pays latino-américains) a fait débat mais pas d'unanimité à ce sujet
- Sentiment d'éloignement vis à vis des élus parlementaires, manque de transparence sur l'activité parlementaire et remise en question de leur indépendance quant à la "doctrine de parti"
  - Proposition de vote anonyme des parlementaires pour une indépendance assurée vis à vis leur parti politique
  - Aménager le calendrier parlementaire pour assurer la participation de tous les élus (*"il ne faut pas faire voter le PLF à 3h du matin si on veut que les élus y participent"*)

#### ● Transition écologique - défis et solutions :

- *Il faut parler de transition énergétique et pas écologique... Il n'y a pas de transition écologique.*
- La volonté de l'actuel gouvernement est de passer d'une production d'électricité par le nucléaire à une transition vers des énergies dites renouvelables. Pour des raisons idéologiques (ou politico-électorales) plus que scientifiques. Mais c'est un paradoxe car les énergies solaires et éoliennes sont des "énergies intermittentes" et ne sont pas tout à fait écologiques (construction des éoliennes, des panneaux solaires, recours à l'énergie thermique pour pallier le manque de production en hiver par exemple). On ne parle pas du coût extrêmement élevé des renouvelables (subventions énormes de la part de l'Etat (impôts des citoyens) plus facture d'électricité à la hausse.
  - Pour une participante il ne faudrait pas dénucléariser la production d'électricité en France : *"La seule énergie aujourd'hui totalement propre (production) et surtout: pas intermittente. Qui a donné indépendance énergétique à la France. Et noter que jamais un seul problème n'est survenu, alors que plus de 80% de notre électricité est d'origine nucléaire."*
  - Une autre participante a soulevé la question des déchets nucléaires.
  - Organiser un débat "grand public" sur le type de production énergétique et donc avoir une décision démocratique à ce sujet. Pour cela, il faut plus de vulgarisation des informations scientifiques et de la pédagogie gouvernementale sur le sujet de la transition écologique.
  - Il faut que des scientifiques de tout bord (et toutes visions) offrent explications simplifiées à la population (ignorante la plupart du temps) sur les différentes énergies. Des informations dont le caractère scientifique ne sera pas altéré par leur simplification pour être à la portée de la population.

- La mobilité est au cœur de la transition écologique, il faut profiter des nouvelles technologies pour sortir de l'individualisation des transports.
  - Profiter des régions mal desservies pour tester des transports collectifs autonomes ce qui permettra d'avancer dans le développement technologique et faire profiter ces technologies aux moins connectés.
  - Profiter des infrastructures de transports urbains et interurbains pour le transport industriel. Par exemple, pourquoi ne pas utiliser les rails du métro, des trams, des TER, des RER pour du transport de charge en ville la nuit à la place des camions polluants
  - Développer davantage le transport fluvial pour industrie et passagers
  - Encourager la mobilité partagée à travers des facilités (ex: voies dédiées au covoiturage en ville)

## Groupe 2 : modération par Marianne Billard avec 15 participants

### ● Fiscalité - défis et solutions :

- Transparence :

Il y a eu une unanimité sur le manque de transparence des finances publiques avec de multiples questions : où va l'argent ? Quelle répartition en est faite ? Comment être sûr que les impôts sont utilisés à bon escient ?

- Communication :

Conjointement, il a été souligné un manque d'accès à l'information sur les finances publiques. Est-ce qu'il existe un endroit simple où consulter l'usage fait des impôts ?

- Lisibilité :

Il a été noté un manque de lisibilité de l'imposition consécutif notamment à un trop grand nombre de taxes existantes. Cela a pour conséquence une difficulté à comprendre exactement ce qui existe déjà, ce qui est nouveau, et ce qui est simplifié.

- Evaluation :

Actuellement, l'évaluation des politiques publiques d'un point de vue fiscale n'est pas satisfaisant. Il n'est pas sûr qu'une mesure fiscale ne fonctionne pas, aucune donnée n'est facilement accessible et donc il est extrêmement difficile d'avoir un regard critique qui soit objectivé par des chiffres sur l'efficacité des mesures.

L'ensemble de ces problématiques ont fait l'unanimité. Tout le monde a déploré ce manque de transparence, communication, lisibilité et l'absence d'évaluation impartiale. D'autres sujets très débattus ont aussi été abordés avec un consensus plus variable.

- L'endettement :

Le niveau de la dette française inquiète quant à sa soutenabilité sur le long terme. Plusieurs fois l'idée que les générations futures vont devoir porter ce poids est revenue. Il est demandé une réduction des dépenses publiques pour éviter cette augmentation continue. En plus, du poids sur les générations futures, la question de la souveraineté a aussi été touchée. Dans la mesure où la France devient dépendante d'autres pays pour obtenir des prêts cela interroge sur sa capacité à rester souveraine. L'autre point mentionné est le fait que l'augmentation de cette dette vient polluer le mandat politique du successeur à un pouvoir en place, héritant continuellement de situation économique difficile.

- L'évasion fiscale :

Si l'endettement de la France inquiète, l'évasion fiscale aussi. Il est estimé que les processus de lutte contre celle-ci ne sont pas assez performants et ne vont pas assez loin pour obtenir de vrais résultats.

- Fuite des capitaux, des cerveaux, des industries :

Le déclassement économique de la France inquiète et son attractivité est pointée du doigt comme étant un des symptômes. Les jeunes partent souvent trouver des emplois à l'étranger, de même les entreprises continuent de se délocaliser. Ces phénomènes ont pour effet de priver de forces contributives la France et ainsi freiner son développement économique.

**Plusieurs propositions sur l'ensemble des sujets ont été proposées par les différents intervenants :**

- Avoir des accès pour certains postes budgétaires précis selon la catégorie de Français, exemple pour les Français du Mexique, savoir combien rapporte/coûte la présence française dans le pays ;
- Renforcer la communication sur l'utilisation faite des impôts ;
- Améliorer l'accès aux données budgétaires pour réaliser des études d'impact du coût des mesures ;
- Améliorer l'aide et l'éducation sur les démarches relatives à l'impôt. Proposition que les cours d'éducation civique soient davantage destinés à aider les futurs adultes à comprendre ce qu'est la fiscalité, comment y participer ;
- Développer une vision plus long terme de la fiscalité, éviter de créer des impôts de circonstance ;
- Mettre en place un budget participatif où les Français choisiraient les priorités budgétaires de l'année ;
- Créer un impôt pour tous : imposition dès le premier euro gagné ;
- Supprimer la CSG/CRDS pour les Français de l'étranger résidant hors UE ;
- Indexer les retraites sur l'inflation ;
- Développer les formations et retour à l'emploi plutôt que d'apporter des aides financières trop importantes en cas de chômage au risque de créer d'importantes trappes à inactivité ;
- Vendre à l'unité les médicaments pour juguler les dépenses de la sécurité sociale ;

- Séparer du budget général les politiques publiques visant à lutter contre le réchauffement climatique.
- L'élargissement et la progressivité de la taxe carbone (l'exemple de la Suède qui a une expérience de 20 ans à ce sujet avec succès. Le produit de la taxe étant utilisée à 100% pour des initiatives de transition énergétique)

### ● **Démocratie et Citoyenneté - défis et solutions :**

- Réconcilier la société : Le sentiment que la population française est systématiquement opposée est fort : jeune/personnes âgées, personnes aisées/personnes modestes, etc.
- Améliorer la transparence des représentants : Pour l'instant, le sentiment est qu'il est très difficile de savoir exactement ce que fait un élu, quel est son rôle ? Quels sont ses avantages ? Cette absence de transparence contribue fortement à la défiance.
- Représentativité :
- Il a une impression de ne pas être assez bien représenté : manque de participation aux élections, manque de connaissance sur les différents niveaux d'élus qui existent, impression que le vote n'est pas très utile car après l'élu fait ce qu'il souhaite.

Si les problématiques ont été assez larges mais couvrant essentiellement la question de la démocratie et de la citoyenneté, de très nombreuses solutions ont été avancées.

- Introduire une dose de proportionnelle : Le vote à scrutin majoritaire n'est pas pleinement satisfaisant, il faut introduire une dose de proportionnelle. Celle-ci doit être mesurée pour éviter un pays ingouvernable où la majorité parlementaire changerait perpétuellement au gré des différentes alliances comme cela a été le cas sous la IIIe République.
- Réduction du nombre d'élus : Ce point a concerné aussi bien les parlementaires, jugés trop nombreux, que les élus consulaires. L'objectif étant de leur donner des moyens plus importants pour réaliser une action plus efficace.
- Reconnaissance du vote blanc : A l'unanimité la reconnaissance du vote blanc est demandée comme un composant essentiel de notre démocratie.
- Rendre le vote obligatoire : Très débattu, le vote obligatoire n'a pas pu faire l'objet d'un consensus. Pour certains cela permettrait d'avoir des élus plus légitimes car tout le monde serait tenu de participer à des élections, pour d'autres le vote doit rester un droit, et l'abstention une revendication politique. En cas de choix de rendre le vote obligatoire, il faut alors laisser un troisième choix avec le nul et le vote blanc qui serait un équivalent à l'abstention.

- Vote électronique : L'accès au vote est parfois compliqué que ce soit à l'étranger mais aussi dans des campagnes où les questions de mobilité sont au cœur des enjeux. Le vote électronique permettrait de voir une participation plus importante, cependant il conviendrait d'y adjoindre un accompagnement pour que des personnes ayant des difficultés à se saisir des outils numériques puissent l'utiliser.
- Mettre en place un référendum d'initiative citoyenne : Il s'agirait d'un référendum où serait exclu de son champ des sujets anti droits humains comme le rétablissement de la peine de mort. Il pourrait porter sur tout : mettre en place une loi, destituer un élu, etc. Cette proposition n'a pas fait l'unanimité même si tous appellent à un meilleur contrôle des élus. Un participant a cité la proposition du think tank TerraNova :  
[http://tnova.fr/system/contents/files/000/001/701/original/Terra-Nova\\_RIC-deliberatif\\_190219.pdf?1550507661](http://tnova.fr/system/contents/files/000/001/701/original/Terra-Nova_RIC-deliberatif_190219.pdf?1550507661)
- Revaloriser la vie politique : Aujourd'hui il y a une méconnaissance des enjeux politiques eu égard à la technicité des sujets, le manque de lisibilité des élus avec des échelons multiples (maires, départements, régions, etc), l'éducation civique doit permettre de mieux se saisir de la vie politique.
- Evaluer en fin de mandat les représentants politiques : Des organismes indépendants devraient réaliser une étude sur le programme de campagne puis le bilan de l'élu afin de vérifier s'il a bien exécuté ce qu'il avait annoncé.
- Redécoupage des circonscriptions : Il faut que cela soit par un organisme indépendant, sinon il y a des soupçons de manipulation électorale.
- Rémunération des élus : Il faut payer davantage moins d'élu et attirer des experts sur les sujets pour éviter des profils politiques généralistes.
- Transparence : Rendre public l'utilisation des indemnités de frais de mandat des élus, rendre public les rencontres avec les lobbys.
- Développer la démocratie participative locale : Identifier comme le meilleur échelon pour dialoguer.
- Favoriser l'expérimentation et la différenciation dans les territoires : Exemple pris des 80 km/h, il devrait y avoir une possibilité de mettre en place cette mesure sur une partie du territoire à l'initiative d'un département ou région, puis que les autres en cas de succès puisse se saisir aussi de cette mesure.

### **Conclusion - en plénière :**

Tous les participants se sont retrouvés pour faire la restitution des échanges afin de trouver les points communs et les différences entre les deux groupes. Pour la plupart des sujets et thématiques évoqués, les problématiques et les propositions sont assez convergentes et complémentaires.



Un point sur les suites du Grand Débat (calendrier, synthèse, restitution) a été demandé par quelques participants. L'équipe s'est engagé à partager la synthèse de la réunion avec les participants pour recueillir d'éléments complémentaires ou pour corriger avant publication sur le site du Grand Débat.

Les participants ont, de manière générale apprécié l'exercice et le fait de pouvoir participer et débattre sur l'avenir de la France. Une participante a regretté le manque de diversité entre les participants, un autre participant aurait voulu que le Grand Débat prenne en compte de grandes questions de société comme la mixité ou la légalisation des drogues.